

Les solutions pour sauver l'Europe

GEORGE SOROS

Président du Soros Fund Management et des Open Society Foundations.

L'Union européenne vit aujourd'hui une crise existentielle. Ces dix dernières années, toutes les difficultés auxquelles on pouvait s'attendre sont effectivement survenues. Comment un tel projet politique, qui sous-tend la paix et la prospérité depuis l'après-guerre, a-t-il pu en arriver là ?

Au cours de ma jeunesse, un petit groupe de visionnaires conduits par Jean Monnet est parvenu à transformer la Communauté européenne du charbon et de l'acier en un Marché commun européen, qui est plus tard devenu l'Union européenne. Les gens de ma génération ont soutenu avec enthousiasme ce processus.

Je considérais moi-même l'UE comme l'incarnation de l'idée d'une société ouverte. Il s'agissait d'une association volontaire d'États égaux, qui se rassemblaient et sacrifiaient une part de leur souveraineté pour le bien commun. Cette idée d'une société ouverte européenne m'inspire encore aujourd'hui.

Or, depuis la crise financière de 2008, l'UE semble s'être perdue en chemin. Elle a adopté un programme de repli budgétaire qui a engendré la crise de l'euro, et transformé la zone euro en simple espace de relations entre créanciers et débiteurs. Les créanciers ont fixé les conditions qu'il s'agissait pour les débiteurs d'honorer, alors même que cela leur était impossible. Ceci a créé une relation très éloignée des principes de volontariat et d'égalité – à l'opposé même de la philosophie fondatrice de l'UE.

Résultat, de nombreux jeunes considèrent aujourd'hui l'UE comme l'ennemi qui les a privés d'un emploi, ainsi que d'un avenir serein et prometteur. Les acteurs politiques populistes ont exploité cette colère en formant des partis et mouvements opposés à l'Europe.

Puis est intervenue la vague des réfugiés en 2015. Dans un premier temps, les populations ont en majorité compati au sort des exilés qui fuyaient la répression politique ou la guerre civile, craignant toutefois que leur propre vie quotidienne soit perturbée par la surchauffe des prestations sociales. Rapidement, les populations d'accueil ont déploré l'incapacité des autorités à gérer cette crise.

Cette tendance apparaissant en Allemagne, le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) n'a pas tardé à monter en puissance, et constitue désormais

le plus grand parti d'opposition dans le pays. L'Italie a récemment vécu une expérience similaire, avec des répercussions politiques encore plus désastreuses: le Mouvement 5 étoiles et les partis de la Ligue, opposés à l'Europe, sont presque parvenus à prendre le contrôle du gouvernement. L'Italie s'oriente désormais vers de nouvelles élections, sur fond de chaos politique.

En réalité, l'Europe entière s'est trouvée bouleversée par la crise des réfugiés. Les dirigeants les moins scrupuleux ont exploité cette crise au sein même de pays n'ayant quasiment pas accueilli de réfugiés. En Hongrie, le Premier ministre Viktor Orbán a gagné sa réélection en formulant de fausses accusations à mon encontre, selon lesquelles j'aurais voulu inonder l'Europe, y

compris la Hongrie, de réfugiés musulmans.

Pour leur part, les États-Unis n'ont fait qu'aggraver les difficultés de l'UE. En se retirant unilatéralement de l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien, le président Donald Trump a en effet anéanti l'alliance transatlantique. Cette destruction exerce une pression supplémentaire sur une Europe déjà en péril. Parler aujourd'hui de menace existentielle pour l'Europe n'est plus une figure de style; c'est la dure réalité.

Quelles solutions ?

L'UE est confrontée à trois problématiques urgentes: la crise des réfugiés, une politique d'austérité qui entrave le développement économique européen, et une désintégration territoriale illustrée par le Brexit. Reprendre le contrôle sur la crise des réfugiés constitue sans doute une première étape judicieuse.

J'ai toujours défendu l'idée que la répartition des réfugiés au sein de l'Europe devait reposer entièrement sur le volontariat. Les États membres ne sauraient être contraints d'accepter les réfugiés qu'ils ne souhaitent pas accueillir, de même que les réfugiés ne sauraient être contraints de s'installer dans des États qui ne correspondent pas à leur volonté.

Ce principe essentiel doit guider la politique migratoire européenne. L'Europe doit sans tarder réformer le fameux règlement de Dublin, qui pèse d'un poids injuste sur l'Italie et les autres pays méditerranéens, avec des conséquences politiques désastreuses.

Il incombe à l'UE de protéger ses frontières extérieures, tout en les maintenant ouvertes aux migrants en situation régulière. En retour, il appartient aux États membres de ne pas fermer leurs frontières intérieures. L'idée d'une «Europe fortes» fermée aux réfugiés politiques et migrants économiques s'inscrit non seulement en violation du droit européen et international, mais s'avère également absolument irréaliste.

L'Europe souhaite tendre la main à l'Afrique et aux autres régions en voie de développement, en apportant une aide substantielle aux régimes tendant vers la démocratie. C'est l'approche la plus judicieuse, dans la mesure où elle permettrait aux gouvernements concernés de fournir

une éducation et des emplois à leurs citoyens, qui seraient alors moins tentés d'entreprendre une aventure périlleuse vers l'Europe.

En renforçant les régimes démocratiques dans les régions en voie de développement, cette forme de «plan Marshall pour l'Afrique» conduit par l'UE contribuerait également à réduire le nombre de réfugiés politiques.

Il est important de reconnaître que la crise des réfugiés est un problème européen, qui exige à ce titre une solution européenne. L'UE présente une notation de crédit élevée, et une capacité d'emprunt largement sous-exploitée. Quand profitera-t-elle de cette capacité, si elle ne le fait pas en période de crise existentielle ?

Sans entrer dans les détails, je tiens à préciser que la proposition pour un plan Marshall pour l'Afrique prévoit un mécanisme ingénieux, un véhicule à la finalité spécifique, qui permettrait à l'UE de puiser dans les marchés financiers à un taux très avantageux, sans encourir d'obligation directe pour elle-même ou ses États membres, le tout accompagné d'importants

avantages en matière de comptabilité.

Brexit

Pour ce qui est de la question de la désintégration territoriale, illustrée par le Brexit, ce processus est immensément dommageable et regrettable pour les deux camps. Mais il est encore possible de transformer

une proposition perdant-perdant en une situation gagnant-gagnant.

Ce divorce promet une longue procédure, qui s'étendra probablement sur plus de cinq ans – soit une éternité en politique, notamment dans une période actuelle faite de profonds bouleversements. En fin de compte, il appartiendra au peuple britannique de décider de ce qu'il souhaite. Mais le plus tôt sera le mieux. C'est précisément l'objectif de l'initiative «Best for Britain», que je soutiens moi-même. Cette campagne a œuvré et contribué à l'obtention d'un vote parlementaire significativement majoritaire autour d'une mesure impliquant la possibilité de retarder la sortie jusqu'à la finalisation du Brexit.

Le Royaume-Uni rendrait un grand service à l'Europe en annulant le Brexit, évitant ainsi de creuser dans le budget européen un gouffre difficile à combler. Pour être pris au sérieux par l'Europe, les citoyens britanniques devront toutefois exprimer ce choix très majoritairement.

L'UE doit se transformer en une organisation qui suscite l'adhésion pour des pays comme le Royaume-Uni, afin de renforcer l'argument politique.

À deux égards clés, une Europe sous cette forme différerait du système actuel. Premièrement, elle établirait une distinction claire entre l'UE et la zone euro. Deuxièmement, elle reconnaîtrait que l'euro présente encore de nombreuses difficultés non résolues, qui ne doivent pas anéantir le projet européen.

En lieu et place d'une Europe à plusieurs vitesses, l'ambition doit être plutôt celle d'une «Europe à plusieurs voies», qui confère aux États membres une diversité de choix. Cette démarche produirait un effet immensément bénéfique. En l'état actuel des choses, les comportements en matière de coopération s'avèrent négatifs: les États membres entendent réaffirmer leur souveraineté, plutôt qu'en concéder davantage. Si la coopération pouvait produire des résultats positifs, ces comportements pourraient évoluer positivement, et certains objectifs tels que la défense, actuellement poursuivis par de coalitions de bonne volonté, pourraient attirer une participation universelle.

La dure réalité contraindra peut-être les États membres à mettre de côté leurs intérêts nationaux, aux fins d'une préservation de l'UE. C'est ce qu'a affirmé souhaiter le président français Emmanuel Macron dans son discours d'Aix-la-Chapelle, en recevant le prix Charlemagne, un souhait auquel a prudemment adhéré la chancelière allemande Angela Merkel, qui a douloureusement conscience de l'opposition qu'elle rencontre au plan intérieur. Si Macron et Merkel réussissent, malgré tous les obstacles, ils suivront les pas de Monnet et de quelques visionnaires autrefois présents à ses côtés. Mais ce groupe réduit d'hier doit être remplacé aujourd'hui par un vaste élan d'initiatives ascendantes favorables à l'Europe.

Version complète du texte sur www.lecho.be/opinions
Copyright: Project Syndicate, 2018.